



Assemblée générale

Distr. générale
28 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 65, 72 a) et 108 de l'ordre du jour

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux déplacés et questions
humanitaires**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Prévention du crime et justice pénale

Lettre datée du 6 décembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants sur le développement de la coopération dans le domaine des migrations (voir annexe).

La Déclaration a été signée par les Présidents de la République d'Azerbaïdjan, de la République du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la République du Kazakhstan, de la République kirghize, de la République d'Ouzbékistan et de la République du Tadjikistan, ainsi que par le Premier Ministre de la République d'Arménie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 65, 72 a) et 108 de l'ordre du jour.

(Signé) Valentin **Rybakov**



**Annexe à la lettre datée du 6 décembre 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Décision du 15 octobre 2021 concernant la Déclaration des chefs
d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants
relative au développement de la coopération dans le domaine
des migrations**

Le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants décide :

1. D'adopter la Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants relative au développement de la coopération dans le domaine des migrations (voir pièce jointe).
2. De demander à la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, de transmettre le texte de la Déclaration à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres organisations internationales.

Pour la République d'Arménie
N. Pashinian

Pour la République d'Azerbaïdjan
I. Aliyev

Pour la République du Bélarus
A. Loukachenko

Pour la Fédération de Russie
V. Poutine

Pour la République du Kazakhstan
K.-J. Tokayev

Pour la République kirghize
S. Japarov

Pour la République de Moldova

Pour la République d'Ouzbékistan
C. Mirziyoyev

Pour la République du Tadjikistan
E. Rahmon

Pour le Turkménistan

Pour l'Ukraine

Pièce jointe

[Original : russe]

Déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants relative au développement de la coopération dans le domaine des migrations

Les chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI),

Notant que la question des migrations constitue l'une des priorités des politiques nationales des États membres de la CEI,

Conscients qu'il importe de renforcer la coopération internationale sur les questions de politique migratoire et d'approfondir la concertation s'agissant de la réglementation des migrations dans l'espace de la CEI,

Tenant compte de la contribution notable qu'apporte la migration de main-d'œuvre au développement économique des États membres de la CEI,

Mus par la volonté de renforcer les relations d'amitié, de bon voisinage et de bonne entente entre les peuples et entre les religions,

Réaffirmant leur engagement à faire respecter les droits humains et les libertés fondamentales conformément aux lois et aux obligations internationales des États membres de la CEI,

Respectant le droit de chaque État membre de la CEI d'assurer sa sécurité nationale et de défendre les droits et les intérêts de ses citoyens,

Réaffirment qu'il importe de développer et d'améliorer le cadre juridique et conventionnel de la CEI dans le domaine des migrations, notamment en repensant les approches aux fins de la conclusion de traités internationaux bilatéraux régissant les activités professionnelles, y compris s'agissant du recrutement organisé et des conditions de réadmission ;

S'efforcent de collaborer pour élaborer des mesures conjointes pouvant être adoptées en matière de migrations et de faciliter leur application pratique ;

Constatent qu'il importe d'établir des procédures administratives transparentes d'entrée et de sortie, ainsi que de séjour et d'emploi sur le territoire des États membres de la CEI ;

Réaffirment qu'il faut que les travailleurs migrants des États membres de la CEI soient en mesure d'exercer et de faire valoir les droits prévus par la législation de l'État d'accueil ;

Soulignent qu'il importe que les États d'accueil garantissent les droits sociaux des travailleurs migrants conformément à leur législation et aux obligations internationales qui leur incombent ;

Sont conscients qu'il importe que les travailleurs migrants et les membres de leur famille acquièrent un niveau de formation et d'éducation adéquat avant leur départ, qu'ils maîtrisent les rudiments de la langue de l'État dans lequel ils seront employés et qu'ils disposent des connaissances nécessaires pour respecter la législation de l'État d'accueil et réussir leur adaptation socioculturelle ;

Soulignent la nécessité de créer un environnement permettant aux travailleurs migrants de s'adapter aux conditions de vie de l'État d'accueil sur les plans législatif, socioéconomique et culturel ;

Sont conscients que le bon déroulement du processus d'adaptation des ressortissants étrangers dépend en grande partie de l'attitude manifestée par la société d'accueil à leur égard et expriment leur intention de prendre des mesures conjointes pour briser les stéréotypes négatifs à l'égard des migrants ;

Soulignent qu'il est inadmissible de provoquer des conflits sur des critères ethniques ou confessionnels et sont conscients de la nécessité de combattre les manifestations de xénophobie et d'intolérance ;

Soulignent que l'entrée sur le territoire, la sortie du territoire et le séjour à l'étranger nécessitent des papiers d'identité en règle et qu'il convient d'intensifier la lutte contre la falsification des données personnelles et la contrefaçon de documents ;

Souhaitent que des plateformes informatiques nationales et internationales soient élaborées, déployées et utilisées activement pour simplifier l'entrée, le séjour et l'emploi des migrants dans les États membres de la CEI ;

Sont conscients que, dans le contexte de la propagation des menaces terroristes et extrémistes, la sécurité des États et des populations dans le domaine migratoire ne peut être assurée sans un recours aux technologies numériques pour le traitement des données personnelles, y compris biométriques, et la communication plus régulière de ces données entre pays, et réaffirment leur attachement au principe de non-ingérence arbitraire dans la vie privée et leur volonté de protéger comme il se doit les droits humains et les libertés s'agissant de l'utilisation des données personnelles ;

Estiment nécessaire de renforcer la coopération entre les autorités compétentes des États membres de la CEI en matière d'échange électronique de renseignements sur les citoyens, y compris ceux qui ont changé d'identité, conformément à la législation nationale et aux obligations internationales ;

Préconisent de continuer de travailler de concert pour renforcer la coopération des États membres de la CEI en matière de lutte contre les migrations illégales, la traite des êtres humains et les crimes qui y sont associés, conformément à la législation et aux obligations internationales des États membres de la CEI ;

Réaffirment que, dans les situations d'urgence, ils se tiennent prêts à coopérer pour permettre aux migrants et à leur famille de rentrer dans leur État de résidence permanente rapidement et en toute sécurité, notamment en leur permettant de transiter sans entrave par le territoire des États membres de la CEI ;

Soulignent la nécessité de respecter les droits et les intérêts légitimes des migrants qui ont contrevenu à la législation migratoire de l'État d'accueil, estiment nécessaire de renforcer la coopération des États membres de la CEI en matière d'accueil, par les États, de leurs citoyens faisant l'objet d'une décision d'expulsion administrative, de réadmission ou d'expulsion prononcée dans un autre État membre de la CEI, conformément à leurs obligations internationales.